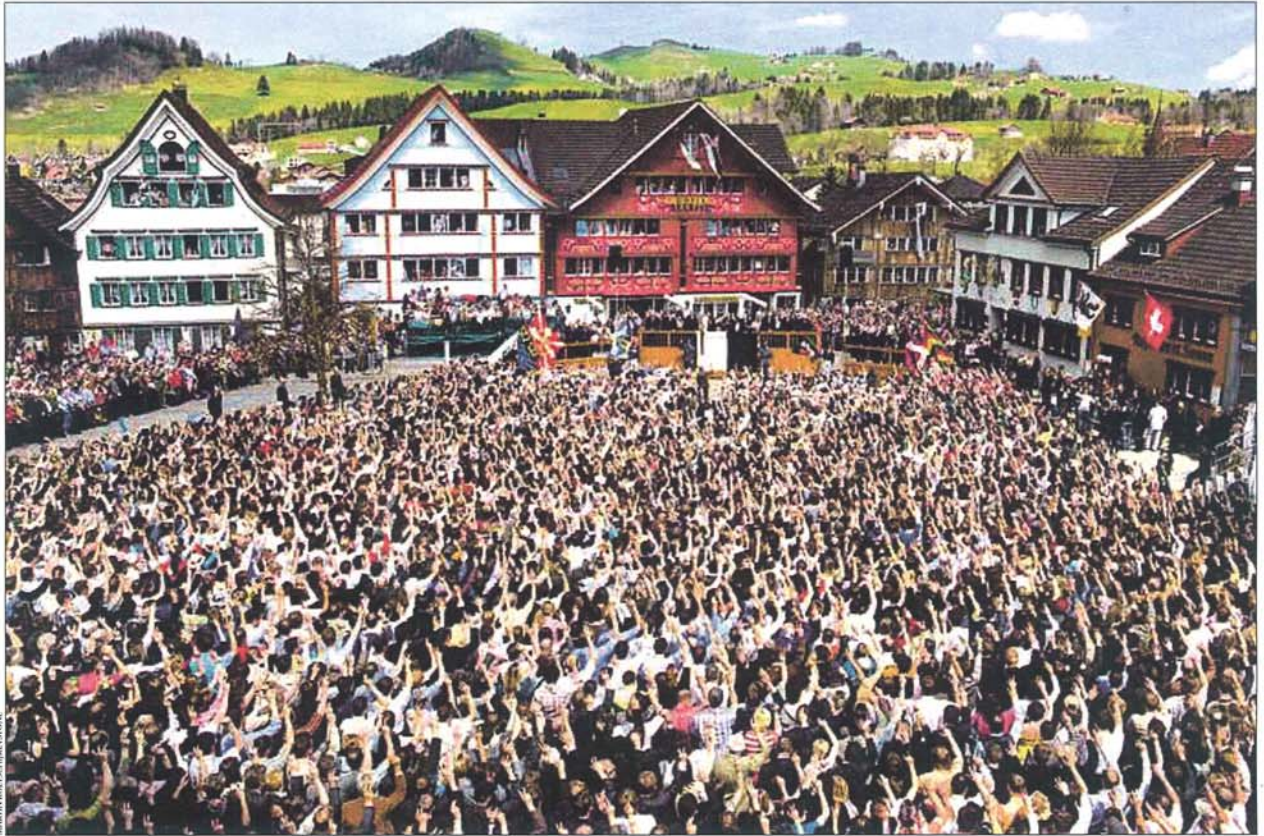


Suisse alémanique

La première Landsgemeinde 2009 se tient demain à Appenzell. Mais l'avenir de cette assemblée séculaire se joue à Glaris et à Herisau. Elle est mise en doute et réclamée

La Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures. Au menu des discussions cette année: la proposition d'amender de 200 francs les promeneurs naturistes qui défraient la chronique depuis quelques mois. APPENZELL, 27 AVRIL 2008



Les peuples du Ring

Anne Fournier

Georg Freuler se souvient peu de sa première Landsgemeinde à Glaris. «Vous savez, s'amuse-t-il, on y allait déjà enfant, devant le podium du gouvernement. Nous avions beau lever la main, notre avis ne comptait pas.» Dans dix jours, ce retraité d'Ennenda, au centre du canton, participera à sa énième Landsgemeinde. De celle-ci, il y a de fortes chances qu'il se souvienne. En effet, ce citoyen de 71 ans, «sans appartenance politique», montera sur l'estrade pour défendre sa motion demandant l'abolition de la Landsgemeinde dans certains cas. Lorsque le gouvernement ne peut clairement distinguer de majorité, le vote devrait se faire via les urnes. Georg Freuler en avait fait la demande lors de l'assemblée en 2007. Le vote sur la fusion des communes était, selon lui, si serré...

«Ring», Landamann, cérémonial, mains levées: ces ingrédients composent un processus démocratique en voie de disparition, regretté par certains, et encore en vigueur en Appenzell Rhodes-Intérieures et à Glaris. Or son existence réveille de nouveaux débats dans ces cantons où la tradition donne à cette cérémonie civique une existence séculaire. Dans l'arène de discussion en bois construite sur la place principale, au milieu d'une foule de milliers de personnes, il est difficile, surtout pour le profane, d'échapper à l'émotion.

Si la Landsgemeinde intéresse les amateurs de curiosités politiques ou les touristes friands de folklore, elle titille badauds et journalistes surtout selon les sujets. Demain, les Rhodes-Intérieures réunissent leurs citoyens sur la grand-place d'Appenzell pour une dizaine d'objets parmi

lesquels la question des randonneurs naturistes. Les autorités proposent d'amender de 200 francs ces promeneurs qui défraient la chronique depuis quelques mois, surpris dans leur plus simple appareil sur les pentes appenzelloises. Même le conseiller fédéral Ueli Maurer sera là.

Rituel de régions oubliées

Mais quelle est la valeur politique de cette discussion populaire? N'est-ce pas plutôt un rituel auquel s'accrochent des régions marginalisées, en mal de raisons d'exister? Curieusement, c'est là où son existence est remise en question, à Glaris – 38 000 habitants et 24 000 citoyens –, que la Landsgemeinde a retrouvé vigueur ces dernières années. Elle y a

permis des changements de cap impressionnants et qui expliquent quelques-unes des critiques adressées à ce processus.

En 2006, le canton stupéfait en réduisant son nombre de communes de 25 à trois, au lieu de dix comme proposé par le gouvernement. L'idée plus radicale, émise le jour même par un citoyen, avait motivé la foule. L'année suivante, environ 8000 citoyens accordaient aux jeunes de 16 ans le droit de vote lors des futures assemblées.

La gauche plus motivée

C'est auprès de ces frais citoyens que ce rite souvent perçu comme archaïque, trouve un appui. Yannick Schiess est membre des jeunes socia-

listes. «Avec la Landsgemeinde, pas besoin de protocole superflu. Le débat est vivant. Chez nous, cela pourra vous étonner, elle est davantage soutenue par la gauche et le centre que par les conservateurs.»

A Glaris, l'estrade est construite pour le premier week-end de mai, au nom d'une tradition vieille de sept siècles. «Elle offre une proximité essentielle à la vie publique d'un canton comme Glaris», insiste pour sa part la ministre radicale Marianne Dürst, première Landamann féminine. «Chacun peut s'exprimer.»

Les origines de ce rendez-vous populaire sont obscures. Certains le font remonter aux institutions judiciaires germaniques héritées des invasions barbares. Il est attesté dès le

XIVe à Unterwald et à Zoug, où il devient l'instance suprême des cantons ruraux, et élit magistrats, juges, fonctionnaires. Et rassemble tout homme apte au service militaire depuis l'âge de 14 ans. A la fin du XVIIIe, elle fut condamnée par la République helvétique avant de retrouver sa place avec l'Acte de Médiation.

Ses détracteurs ont souvent avancé, au-delà de l'interdiction de vote pour les femmes en vigueur à Appenzell jusqu'en 1990, des déficits démocratiques, l'impossibilité du suffrage secret ou la discrimination des régions écartées. «A Uri, les montagnards peinaient à se déplacer. Aujourd'hui, avec les moyens électroniques, des solutions pourraient être trouvées», relève le professeur

d'histoire politique Silvano Möckli, auteur d'un livre sur ce processus. «Par contre, ce qui reste incontrôlable, c'est la «corruption» de l'émotion, lorsque les intervenants peuvent susciter un vote direct. Sans temps de réflexion.»

Retour en Appenzell?

Si la Landsgemeinde est fragilisée à Glaris, elle pourrait retrouver du souffle en Appenzell Rhodes-Extérieures, d'où elle a disparu, comme à Nidwald et Obwald, à la fin des années 90. Un groupe de citoyens se mobilise pour la rétablir: ils veulent revivre le sentiment poignant ressenti au centre du Ring, quand on entend «Ode an Gott», le chant de la Landsgemeinde. Ils veulent surtout raviver ce qui fait le particularisme du petit canton menacé d'oubli.

Napoléon, l'avait déjà dit en 1805: «Ce sont ces formes de gouvernement qui vous distinguent dans le monde, qui vous rendent intéressants aux yeux de l'Europe. Sans ces démocraties, vous ne présenteriez rien que ce que l'on trouve ailleurs; vous n'auriez pas de couleur particulière; songez à l'importance d'avoir des traits caractéristiques.» L'initiative que le gouvernement conseille de refuser sera soumise au parlement le 8 juin. Le dernier mot pourrait revenir au peuple. Via les urnes.

De son côté, Georg Freuler, même si son discours pour dimanche est prêt, estime ses chances faibles. Et surtout répète qu'il aime la Landsgemeinde. «Avec cette motion, j'aurais peut-être encouragé l'utilisation à l'avenir du vote électronique. Mais mes amis m'ont rappelé qu'il est mal vu de reconnaître la probabilité de sa défaite. J'ai encore à apprendre pour jongler avec la démocratie directe...»

«Un outil pour développer la conscience collective»

Le professeur bâlois de droit public Markus Schefer est l'auteur d'une expertise sur l'éventuelle réintroduction de la Landsgemeinde en Appenzell Rhodes-Extérieures

Le Temps: La Landsgemeinde peut-elle encore assumer un rôle politique ou se résume-t-elle à une cérémonie?

Markus Schefer: Il serait problématique que des décisions soient prises dans le cadre d'un rituel à caractère folklorique. La Landsgemeinde trouve un sens si elle permet de développer une conscience collective. Je dis «oui» à la



Landsgemeinde, mais c'est un «oui» exigeant. Il réclame une réponse à de nombreux déficits dans le respect des principes démocratiques.

– Quelles sont ses principales faiblesses?

– La démocratie basée sur des assemblées a une longue tradition en Suisse. Il ne s'agit pas uniquement de Landsgemeinde mais aussi de réunions communales. Le principal problème est l'absence de scrutin secret, qui détonne avec l'actuelle compréhension des droits politiques. Il y a aussi la fiabilité du résultat: même des

moyens techniques avancés ne permettent pas une grande exactitude. Enfin, nous soulignons que certains citoyens peinent à participer au rassemblement pour des raisons géographiques ou professionnelles.

– Quels arguments pour contrebalancer ces réserves?

– Il y a le caractère immédiat de la Landsgemeinde, son statut de rencontre politique vivante. J'ai conseillé aux Rhodes-Extérieures d'introduire une discussion publique, comme à Glaris, où les citoyens interviennent sur le podium. Ce qui n'était pas dans leur propre tradition. La possibilité d'adresser des motions durant la réunion ouvre le système politique, permet à des forces de s'exprimer même sans disposer de

moyens financiers ou de groupes de pression.

– Cette forme de démocratie peut-elle retrouver ailleurs un élan?

– Non, je ne crois pas. Ou alors au niveau des communes. La majorité des cantons sont trop grands. De plus, il faut disposer d'une certaine culture politique, d'une tradition. Dans le demi-canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures, quand la Landsgemeinde a été éliminée, le canton était en dépression, la banque cantonale devait être vendue. Aujourd'hui, le canton a retrouvé une certaine confiance, il s'interroge sur ce qui permet, dans les institutions politiques, de garantir son caractère propre. Il ne s'agit pas de ressusciter le passé mais d'adapter la tradition à notre époque. **Propos recueillis par A. Fo.**